

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 5 septembre 2016

Aujourd'hui, le cinq septembre deux mille seize à 12h30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni au siège de l'Institution Adour sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Messieurs Paul CARRERE, Charles PELANNE et Bernard SOUDAR

Etaient excusés :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE et Céline SALLES

Messieurs Gérard CASTET et Bernard POUBLAN

OBJET : FONCIER / Confirmation de la cession et autorisation de signature d'acte relatif au seuil d'Haitze

Exposé des motifs :

Le seuil d'Haitze, implanté sur la Nive à Ustaritz, est exploité par le Syndicat Mixte de l'Usine de la Nive (l'Eau d'Ici, anciennement SMUN) pour la production d'eau potable.

Au cours des dernières années, il a fait l'objet d'actes administratifs successifs pour autoriser :

- sa reconstruction par arrêté de 1997 au bénéfice de l'Institution Adour,
- puis son exploitation par arrêté d'autorisation temporaire d'occuper le domaine public (AOT) au bénéfice de l'Institution Adour en 1997, puis au bénéfice de l'Eau d'Ici à compter de 2012 ;

En parallèle, l'Institution Adour et le syndicat ont pris des délibérations concordantes pour le transfert de responsabilités (conventions de 1999 et de 2005) puis de propriété du seuil (pour l'Institution Adour en juillet 2014 et pour l'Eau d'ici en avril 2015) ;

Au regard de la décision du Conseil d'administration en date du 22 juillet 2016 relative à la valorisation hydroélectrique des seuils du Gave de Pau et du seuil de Hères, il convient de réexaminer ce projet afin de vérifier que les deux décisions restent compatibles.

Les points suivants sont relevés, qui conduisent à différencier les contextes du seuil d'Haitze et celui des seuils du Gave de Pau :

- il existe des actes, des arrêtés préfectoraux notamment, autorisant la reconstruction du seuil d'Haitze et l'occupation du domaine public fluvial, alors que, pour la majorité des seuils du Gave de Pau, ni l'Institution Adour ni l'Etat n'ont retrouvé les documents en question. L'Etat (Préf64 / DDTM64) a demandé à l'Institution Adour de régulariser la situation administrative des seuils du Gave de Pau, mais aucune demande similaire n'est intervenue pour celui d'Haitze, puisque sa situation administrative est "claire" ;
- le seuil d'Haitze a, aujourd'hui, pour usage unique un service public essentiel : il fait partie intégrante du dispositif de production d'eau potable ; le seuil crée artificiellement la séparation entre eau salée et eau douce, arrêtant la marée salée à cet endroit. Aussi, en l'absence de ce seuil, il deviendrait impossible de pomper l'eau douce à ce niveau-là ;
- c'est l'Eau d'Ici qui, depuis que les conventions ont été passées entre Institution Adour et le syndicat, assure le paiement de la redevance liée à l'occupation du domaine public liée à l'AOT, les dépenses d'entretien du seuil, ainsi que celles relatives à la continuité écologique

(environ 500 000 € pour ces travaux, en 2015) ; Plus aucune dépense n'a été engagée sur cet ouvrage par l'Institution Adour depuis la passation des conventions ;

- le seuil d'Haitze étant exploité par L'Eau d'Ici, ce seuil ne fait l'objet d'aucune sollicitation pour l'exploiter d'une autre manière (hydroélectricité, par exemple) ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.3112-1 et suivants,

Vu l'arrêté du Préfet des Pyrénées-Atlantiques en date du 6 juin 1997, autorisant l'Institution Adour à reconstruire le seuil d'Haitze sis au droit de la prise d'eau de l'usine de la Nive à Ustaritz,

Vu les conventions signées entre l'Institution Adour et le Syndicat Mixte de l'Usine de la Nive (SMUN, aujourd'hui dénommé « L'Eau d'Ici »), en date du 8 avril 1999 et du 11 mai 2005 qui prévoyaient le transfert au syndicat de la gestion pleine et entière du seuil ainsi que de toutes les obligations qui s'y attachaient,

Vu l'arrêté du Préfet des Pyrénées-Atlantiques en date du 2 avril 2012 autorisant le SMUN à occuper temporairement le domaine public fluvial, entre autres par ce seuil de prise d'eau, et fixant les obligations d'entretien et de responsabilité du SMUN dans l'exploitation de l'ouvrage,

Vu la délibération du Conseil d'administration de l'Institution Adour en date du 2 juillet 2014, chargeant le Président d'engager toutes démarches et de procéder à la signature de tout acte permettant la cession du seuil d'Haitze au SMUN pour la production d'eau potable ;

Vu l'avis des domaines (direction départementale des finances publiques des Pyrénées-Atlantiques) du 25 août 2015, estimant la valeur du seuil à l'euro symbolique,

Considérant que le seuil d'Haitze est un élément constitutif indispensable au dispositif de production d'eau potable par le SMUN / L'Eau d'Ici à partir de l'eau de la Nive,

Considérant que le syndicat l'Eau d'Ici a assuré la maîtrise d'ouvrage des travaux de restauration de la continuité écologique pour le franchissement piscicole du seuil d'Haitze, ainsi que les dépenses y afférant,

Considérant le projet d'acte notarié élaboré par Maître SARRAILH (Bayonne), dont le contenu a été examiné en concertation par les services de l'Institution Adour et du syndicat L'Eau d'Ici ;

Considérant que cette décision de cession prise pour le seuil d'Haitze ne porte pas préjudice aux principes adoptés par l'Institution Adour par décision du Conseil d'administration en date du 22 juillet 2016, relatifs à un ou plusieurs d'autres seuils dédiés quant à eux à la stabilisation du lit des cours d'eau dont elle assure l'entretien et la responsabilité, en particulier dans les Pyrénées-Atlantiques sur le Gave de Pau et l'Ouzom ;

Après explications complémentaires des services de l'Institution Adour,

En l'absence d'observations,

LE BUREAU

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

D E C I D E

Article 1

Monsieur le Président est autorisé à céder pour l'euro symbolique au syndicat l'Eau d'Ici la pleine propriété du seuil d'Haitze implanté sur la Nive sur la commune d'Ustaritz, dont les caractéristiques sont portées en annexe à cette délibération.

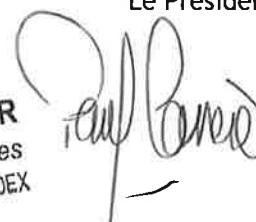
Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 5 septembre 2016 à Mont-de-Marsan

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX



Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.





INSTITUTION ADOUR

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Annexe à la délibération n° B 34/2016

CARACTERISTIQUES DU SEUIL D'HAITZE

Caractéristiques du seuil

SEUIL

- Crête arasée à la cote 2,10 m NGF
- Longueur : 105 m
- Hauteur : 2,60 m
- Largeur en crête : 3 m

DIGUE D'ENTONNEMENT RIVE DROITE

- Cote de la crête : 7,50 m NGF
- Largeur en crête : 3,00 m
- Longueur totale : 170 m

PASSE A POISSON

- Débit d'alimentation au niveau 2,10 m NGF : 3,1 m³/s
- Longueur : 60 m

PASSE A RAFTS ET GLISSIÈRE A CANOÉ KAYAKS

- Débits d'alimentation respectifs au niveau 2,10 m NGF : 1,3 m³/s et 0,6 m³/s
- Largeurs respectives : 3,20 m et 1,70 m
- Implantation à proximité de la passe à poissons rive droite.